

LE BULLETIN DE L'UNCA

	TAUX DE RENDEMENT
Livret A (plafonnée à 76 500 € / Carpa)	0,75 %
Compte sur livret / livret association Banque populaire	entre 0,10 et 0,45 %
Compte sur livret / livret association Caisses d'épargne	0,30 %
Compte sur livret / livret association CIC	0,50 %
Compte sur livret / livret association Crédit du Nord	0,65 %
Compte sur livret / livret association Société générale	entre 0,35 et 0,50 %
<small>Sources : Reuters, les Echos, diverses banques françaises – Données non contractuelles au 8 mars 2018 Il s'agit de taux minimum. Ils peuvent être supérieurs suivant les montants placés.</small>	
Moyenne taux CDN ou CAT 3 mois*	0,220 %
Moyenne taux CDN ou CAT 6mois*	0,100 %
Moyenne taux CDN ou CAT 1 an*	0,130 %
Moyenne taux CDN ou CAT 2 ans*	0,130 %
Moyenne taux CDN ou CAT 3 ans*	0,150 %
Rendement garanti pour les nouveaux contrats de capitalisation **	entre 0 et 0,500 %
<small>*Moyenne basée sur les taux des banques CIC, Natixis-Banque populaire, Société générale, Crédit agricole **Contrats proposés par des compagnies d'assurances respectant les règles de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), contrats 100 % en euros</small>	

Taux de référence au 6 mars 2018

Euribor	1 mois	-0,371 %
Euribor	2 mois	-0,341 %
Euribor	3 mois	-0,327 %
Euribor	6 mois	-0,271 %
Euribor	1 an	-0,191 %
Eonia		-0,362 %
Emprunt d'Etat à 10 ans		0,940 %

1. CONTEXTE ÉCONOMIQUE

En ce début d'année 2018, le paysage macro-économique mondial a continué sur sa lancée de fin 2017. Selon le Fonds monétaire international, tous les signaux récents pointent vers un raffermissement supplémentaire de la croissance mondiale, à la fois en 2018 et l'année prochaine.

La concrétisation des baisses d'impôts massives sur les sociétés aux États-Unis est en grande partie à l'origine de la révision haussière de la croissance mondiale.

Les créations d'emplois se sont encore révélées très robustes en janvier (+ 200.000). Malgré le plein emploi (taux de chômage 4,1 %), l'indicateur avancé du secteur manufacturier est au plus haut depuis février 2004. Les tensions inflationnistes continuent de s'accumuler dans l'appareil productif américain, l'inflation headline est déjà installée au-dessus de 2 % (2,1 %).

L'inflation « core », à + 1,8 % sur douze mois glissants, semble encore modérée mais cache une accélération mensuelle de la hausse des prix à 0,35 %, une cadence jamais enregistrée depuis 2005.

Pour sa première audition biannuelle devant le Congrès le 27 février dernier, le nouveau président de la Réserve fédérale, Jérôme Powell, n'a pas exclu que le nombre de resserrements monétaires soit porté à quatre pour l'année en cours, étant donné les événements intervenus depuis la réunion de décembre 2017 : double stimulus fiscal et accélération de la hausse des salaires.

L'activité économique en zone euro a démarré 2018 sur des niveaux exceptionnellement bons et ceci, malgré l'appréciation de la monnaie unique censée éroder la compétitivité de la zone. Le processus de rattrapage économique se poursuit en France et en Italie, le dynamisme manufacturier continuant à s'y montrer particulièrement brillant.

Cependant, l'inflation globale reste encore contenue à 1,2 %. La lenteur des progrès de l'inflation donne à la Banque centrale européenne tout loisir de prendre son temps pour confirmer l'extinction de son programme de rachat d'obligations fin septembre. La Banque centrale n'a, par ailleurs, donné aucun calendrier sur la fin des achats d'actifs le 8 mars 2018 (dernière réunion).

Les marchés actions mondiaux ont connu deux mois très contrastés. L'optimisme croissant sur la santé économique mondiale et la réforme fiscale de Donald Trump ont tout d'abord porté les marchés actions au mois de janvier avec un MSCI Monde en hausse de 3,7 % (leur meilleur début d'année depuis 1987), compte-tenu des révisions à la hausse des bénéfices des entreprises en Europe et Outre-Atlantique.

Paradoxalement, ce sont les bonnes surprises économiques, et notamment la publication des bons chiffres sur la hausse de salaires aux Etats-Unis (+ 2,9 % sur un an) qui ont fini par perturber les marchés.

La statistique d'inflation salariale publiée fin janvier 2018 a suscité la crainte d'un rebond inattendu de l'inflation et d'une sortie plus rapide que prévue des politiques monétaires des banques centrales.

La remontée des taux sans risque a entraîné une baisse de la prime de risque des marchés actions déjà chèrement valorisés, notamment aux États-Unis.

2. STRATÉGIE

Que retenir de la hausse récente des taux à long terme ?

Entre décembre 2017 et février 2018, les taux à 10 ans ont progressé, passant de 1,30 % environ pour une obligation bancaire française à 1,50 %. Aux États-Unis, après avoir oscillé depuis l'élection de Donald Trump entre 2 % et 2,60 %, le rendement d'un emprunt américain à 10 ans est proche de 3 %.

Si le retour de l'inflation, qui influence les taux ainsi que les politiques des banques centrales, peut sembler encore incertain, les raisons d'y croire sont nombreuses : une croissance mondiale synchrone, la progression du prix des matières premières, la baisse du chômage.

Ainsi, il semble plausible de connaître une année 2018 plus marquée par des mouvements haussiers sur les taux laissant place aux opportunités, notamment sur les produits structurés à maturité moyen / long termes.

Il convient cependant de rester mesuré sur les encours à replacer et de procéder par étapes afin de profiter de fenêtres d'entrée tout au long de l'année.

3. TECHNIQUE

Pourquoi les compagnies d'assurances pourraient maintenir un bon rendement des contrats de capitalisation en 2018 ?

Contre toute attente, le cru 2017 des contrats de capitalisation a été, dans l'ensemble, meilleur qu'attendu. Certaines compagnies d'assurances ont même laissé leurs taux de rendement avec la participation aux bénéfices inchangés entre 2016 et 2017.

Pour 2018, compte tenu des réserves accumulées et des plus-values latentes sur l'actif général des compagnies, il ne semble pas impossible de voir les rendements se stabiliser, voire repartir à la hausse.

En effet, la bonne tenue des marchés (actions, immobiliers, obligataires) des dernières années et la prudence des assureurs a permis aux sociétés d'assurances de constituer des réserves qui pourraient être utilisées, petit à petit, pour maintenir un niveau de rendement acceptable (entre 1,50 % et 2 %).

*Source des informations financières :
Forward Finance Paris*